



Archevêque de Montréal

11 juin 2021

Déclaration

Pensionnats autochtones : solidarité avec les familles et les communautés

Tout ce que vous avez fait au plus petit d'entre les miens, c'est à moi que vous l'avez fait.
Mathieu 25, 40

Le sort des enfants du pensionnat autochtone de Kamloops a mis davantage en lumière un pan sombre de l'histoire canadienne, auquel nul homme, femme, croyant ou non ne peut à juste titre rester indifférent. Nos valeurs les plus fondamentales sont heurtées, alors que l'intégrité des familles et le respect de la personne humaine ont été si radicalement bafoués.

J'ai entendu, lors des séances de la Commission de vérité et réconciliation tenues à Montréal, des témoignages bouleversants révélant des blessures toujours vives et rencontré des hommes et des femmes profondément blessés.

Les pensionnats autochtones ont brisé des vies; celle des familles et des communautés, à qui on arrachait leurs enfants. Celles des enfants, esseulés, déracinés, souvent maltraités.

Je ressens un grand désarroi devant le constat que, en tant que Canadiens et Catholiques, devant Dieu et les humains, nous avons collaboré à cette politique qui, sous couvert de l'éducation, visait à assimiler les premiers habitants du pays.

Les mots ne suffisent pas à exprimer la peine qui m'habite devant tant de souffrance. Comment, concrètement, marcher avec ces familles et ces communautés sur un chemin de justice et de paix et s'assurer que des situations qui procèdent de la même logique coloniale ne se reproduisent plus ?

D'abord, reconnaître les préjudices causés; collaborer avec ces familles toujours en quête de vérité sur le sort d'un petit être cher disparu sans traces, afin qu'elles puissent enfin faire leur deuil; présenter des excuses pour les torts causés. Plusieurs personnalités et institutions l'ont fait : les très honorables Stephen Harper et Justin Trudeau; les Églises anglicane, unie et presbytérienne du Canada; de nombreux diocèses et communautés religieuses catholiques responsables de pensionnats d'un océan à l'autre.

Je tiens à joindre ma voix aux leurs et à présenter mes excuses les plus sincères pour les souffrances causées aux familles et aux communautés autochtones au Canada.

De plus, avec les 250 congrégations catholiques membres de la Conférence religieuse canadienne, je soutiens le projet de loi fédéral C-15, visant à rendre compatibles nos lois fédérales avec la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, également appuyée par le Saint-Siège.

Je consacrerai mes meilleurs efforts afin de contribuer au dialogue et rétablir la confiance, pour bâtir une société exempte de discrimination et respectueuse de la vie et de la dignité de tout être humain.

+ Christian Lépine

† Christian Lépine
Archevêque de Montréal